Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/08/30/etats-unis-europe-chine-alerte-a-la-recession-planetaire_6139462_3234.html

Europe, États-Unis, Chine : alerte à la récession planétaire

Pour des raisons différentes, les trois principaux moteurs de l'économie mondiale se grippent et ce, de manière concomitante, ce qui n'avait pas été le cas lors de la grande crise financière de 2008.

Par Eric Albert(Londres, correspondance) 30 08 2022

Choc gazier en Europe, hausse très prononcée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, confinements qui n'en finissent pas et grave crise immobilière en Chine… Un à un, les grands moteurs de l'économie mondiale sont en train de caler, voire de passer dans le rouge. *« Les nuages de la récession s'accumulent à travers le monde »*, avertit Seth Carpenter, le chef économiste de Morgan Stanley, une banque américaine. *« Pour les consommateurs, un hiver long et froid se profile »*, ajoute Tamara Basic Vasiljev, d'Oxford Economics.

Un consensus inquiétant est en train d'émerger chez les économistes : la zone euro sera en récession d'ici à la fin de 2022 ; les Etats-Unis pourraient peut-être l'éviter, mais ils n'échapperont pas à un sérieux coup de frein ; quant à la Chine, moteur de l'économie mondiale depuis un quart de siècle, sa croissance n'a jamais été aussi fragile.

Il faut y ajouter le Royaume-Uni, probablement déjà en récession, l'Europe centrale, touchée de plein fouet par la guerre en Ukraine, ou encore pléthore de pays émergents qui traversent une grave crise : Liban, Sri Lanka, Pakistan en quasi-faillite, Turquie balayée par une inflation galopante (80 %).

Il ne s'agit cependant pas d'un scénario catastrophe. *« On n'est pas à la veille d'une grande crise comme celle de 2008,* tempère Alejandra Grindal, de Ned Davis Research. *Mais on se dirige effectivement vers une récession mondiale. »* La banque suisse UBS prédit de même pour l'union monétaire européenne une récession *« peu profonde »*.

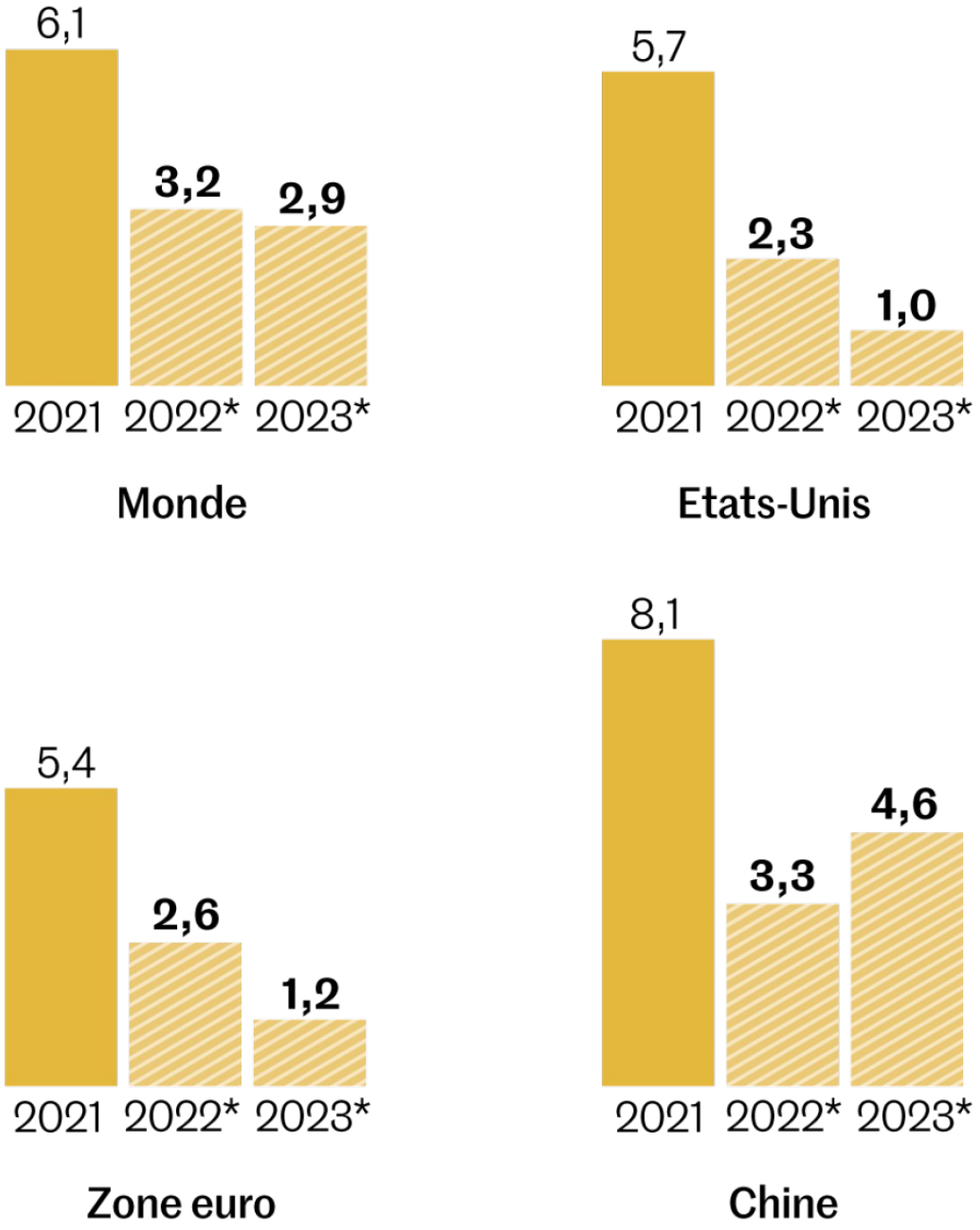
L'année 2022 avait pourtant commencé dans un rare élan d'optimisme. La pandémie de Covid-19 semblait terminée, tandis que les ménages n'avaient pas trop souffert grâce au soutien sans précédent des gouvernements. Il y avait bien un début de poussée d'inflation, mais, selon l'opinion majoritaire, le phénomène concernait essentiellement les Etats-Unis et était transitoire.

Ce scénario rose a déraillé pour deux raisons. D'abord, l'Occident connaît sa pire flambée d'inflation depuis quarante ans, provoquée par les dérèglements économiques qui ont suivi la crise sanitaire – chaînes logistiques désorganisées, marché du travail tendu –, puis par la guerre en Ukraine. Ensuite, la Chine continue d'imposer une politique zéro Covid particulièrement intransigeante.

Les prévisions sans cesse revues à la baisse du Fonds monétaire international (FMI) révèlent ce lent désenchantement. En octobre 2021, celui-ci prévoyait une croissance mondiale de 4,9 % pour 2022 ; en avril, il l'abaissait à 3,6 % et, en juillet, à 3,2 %. Un niveau jugé encore bien trop optimiste par nombre d'économistes : Morgan Stanley anticipe 2,5 %, tandis qu'Oddo BHF prévoit 2,8 %.

Les moteurs de la croissance mondiale ralentissent

Croissance du PIB par zone, en %



* prévisions

Infographie : *Le Monde*

Source : FMI

Sur le Vieux Continent, le grand choc gazier

Début 2021, le gaz s'échangeait en Europe (sur le marché néerlandais, qui fait référence) à 15 euros le mégawattheure. Mi-juin, il était à 100 euros. Le 1er août, la barre des 200 euros était franchie. Lundi 29 août, il était à 282 euros, après avoir fait brièvement un bond à 340 euros. *« Le choc est sans précédent,* souligne Caroline Bain, spécialiste des matières premières à Capital Economics. *Même dans les années 1970 on n'a jamais vu ça pour le gaz. »*

Ce « choc gazier », comme on a parlé autrefois des « chocs pétroliers », va avoir deux impacts directs violents. Le premier concerne les consommateurs, qui dépensent en moyenne près de 10 % de leurs revenus en énergie. La hausse des prix – du chauffage, de l'électricité, de l'essence à la pompe… – fait flamber l'inflation, qui frôle 9 % en zone euro. *« Cela va réduire les revenus disponibles des ménages de 4 % cette année,* estime Andrew Kenningham, économiste spécialiste de la zone euro à Capital Economics. *Cela devrait mener à une récession vers la fin de l'année. »*

Le deuxième choc concerne l'industrie. Certaines usines commencent à fermer parce qu'elles ne sont plus rentables. Dernière en date, Nyrstar, une entreprise belge, a annoncé suspendre le 1er septembre les opérations de sa fonderie de zinc sise à Budel, aux Pays-Bas.

Deux pays, qui ont conservé une base industrielle importante, sont particulièrement touchés : l'Allemagne et l'Italie. Avant la guerre en Ukraine, les économistes tablaient en moyenne sur 3,5 % de croissance en 2022 outre-Rhin ; ils parient désormais sur 1,5 %. C'est encore trop optimiste, d'après les économistes d'Oddo BHF : *« Il est probable que l'activité* [allemande] *devra être abaissée au minimum d'environ un point de plus. »*

A ces difficultés s'ajoute le resserrement monétaire imposé par la Banque centrale européenne (BCE). Face à l'inflation galopante, celle-ci a augmenté son taux d'intérêt en juillet, pour la première fois depuis 2011, le relevant d'un demi-point, à 0 %. Samedi 27 août, Isabel Schnabel, membre du directoire de l'institution de Francfort, a rappelé que ce n'était qu'un début, plaidant pour une *« action déterminée »* de la BCE. De quoi faire comprendre que le 8 septembre, lors de sa prochaine réunion, cette dernière augmentera encore son taux d'au moins 0,5 point, voire de 0,75 point.

La bonne nouvelle est que la zone euro a connu une solide croissance au début de l'année : + 0,5 % au premier trimestre et + 0,6 % au deuxième. Mais il s'agissait essentiellement d'un effet de rattrapage post-pandémie. Le tourisme en particulier est revenu ; pour cette raison, le ralentissement sera encore limité au troisième trimestre, période qui comprend l'été. En revanche, le quatrième trimestre sera une période douloureuse, alors que les chauffages tourneront à plein.

Outre-Atlantique, la Fed déterminée à enrayer l'inflation

Les Etats-Unis ont connu un début d'année économiquement difficile : le produit intérieur brut (PIB) a été en recul de 0,4 % au premier trimestre et de 0,2 % au deuxième trimestre. La baisse vient essentiellement des mauvaises performances du commerce extérieur et de la gestion des stocks des entreprises. En revanche, l'économie intérieure n'est pas entrée en récession. Il faut dire que les Etats-Unis ne subissent pas le même choc que l'Europe : le gaz, un produit qui se transporte mal et dont les prix sont différents d'une région du monde à l'autre, s'y échange huit fois moins cher.

Le grand point noir demeure l'inflation qui, malgré un léger recul, restait à 8,5 % en juillet. La Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale) veut tout faire pour la ramener autour de son objectif de long

terme de 2 %. Quitte, comme l'a redit le 26 août Jerome Powell, son président, à imposer des conséquences *« douloureuses pour les ménages et les entreprises »*.

Depuis mars, la Fed a déjà augmenté son taux d'intérêt de 2,25 points, à une fourchette entre 2,25 % et 2,5 %. Ce resserrement monétaire commence à se faire sentir sérieusement : au plus fort de la pandémie, un emprunt immobilier à taux fixe pour trente ans coûtait 2,7 % ; aujourd'hui, il est à 5,5 %.

Ce tour de vis va-t-il finir par provoquer une récession ? Ou, dit autrement, la Fed réussira-t-elle à faire baisser l'inflation sans faire monter le nombre de demandeurs d'emploi ? Pour l'instant, le marché du travail résiste étonnamment bien. Le chômage demeure à son plus bas niveau depuis cinquante ans, et les dernières statistiques de créations d'emplois (un demi-million en juillet) sont dynamiques.

« Cette tendance ne semble pas pouvoir durer », estiment les économistes de la banque UBS dans une note. Ils soulignent que les Américains ont de plus en plus recours à leur carte de crédit ou aux emprunts à la consommation pour compenser la baisse de leur pouvoir d'achat. Par ailleurs, le marché du travail est tellement tendu qu'on *« va tout simplement ne plus trouver de gens qui cherchent un emploi »*. L'équilibre, pour la Fed, sera précaire.

Dans l'empire du Milieu, pandémie et crise immobilière

En 2000, la Chine réalisait 4 % des exportations mondiales. Aujourd'hui, c'est 15 % (auxquels il faut ajouter 3 % pour Hongkong). Le pays a longtemps servi de moteur de la croissance mondiale, apportant par exemple un relais bienvenu après la grande crise financière de 2008. Ce n'est plus le cas.

Au deuxième trimestre, le PIB chinois – une statistique à prendre avec des pincettes, car souvent surestimée – a connu un fort recul de 2,6 %. Le chômage des jeunes urbains atteint des records, à 20 %. Sur un an, l'économie a stagné. Il s'agit de la conséquence mécanique de la politique zéro Covid du gouvernement de Pékin. A tour de rôle, des dizaines de grandes villes ont connu des confinements, y compris Shenzhen, le poumon économique du Sud, et Shanghaï, la capitale économique du pays.

Dans le même temps, l'une des grandes peurs des économistes depuis de nombreuses années semble se concrétiser : un immense krach de l'immobilier, secteur qui représentait ces dernières années le quart de la croissance de la Chine. De gigantesques immeubles demeurent vides, faute d'acheteurs ; des faillites de promoteurs immobiliers se multiplient, et beaucoup de chantiers sont laissés à l'abandon ; de nombreux propriétaires, qui avaient acheté leur bien sur plans mais dont la construction a été arrêtée, se sont lancés dans la grève des remboursements de leurs emprunts.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés L'immobilier, maillon faible de l'économie chinoise

Xi Jinping, le président chinois, visait en 2022 une croissance de 5,5 %. Mais, selon le FMI, celle-ci ne dépassera pas 3,3 %. Le 24 août, Pékin a présenté un nouveau plan, espérant relancer une économie en berne ; un remède à 2 600 milliards de yuans (377,3 milliards d'euros), en comptant l'ensemble des stimuli depuis le début de l'année, pour espérer sauver la croissance.

Eric Albert(Londres, correspondance)